

Rapport sur la visite à Maputo – Mozambique – 7 au 14 juin 2006, dans le cadre du projet « Innovations curriculaires et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » - BIE/UNESCO

Ana Benavente et Christine Panchaud

- 1. Introduction**
- 2. Le Forum sur l'Enseignement secondaire général (ESG)**
- 3. La journée de formation avec l'INDE**
- 4. Le bilan BIE/INDE**
- 5. Autres contacts**
- 6. Notes et remarques finales (en portugais)**
- 7. Annexes**

1. Introduction

Cette visite à Maputo a eu comme objectif palier à l'absence (involontaire) de l'équipe du Mozambique lors du séminaire de Ouagadougou en mars 2006. Cette équipe, constituée par le directeur de l'INDE (institut national du développement de l'éducation) et trois de ses techniciens. La problématique du rôle de l'école dans la lutte contre la pauvreté est centrale pour le Mozambique et l'INDE, très engagée dans le projet portant sur les « Innovations curriculaires et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » mené par le BIE depuis 2004, a généralisé un curriculum de l'enseignement de base centré sur les compétences (très bien conçu et bien élaboré, de l'avis général).

L'équipe du Mozambique considère que le projet du BIE a permis de transformer la lutte contre la pauvreté en actions concrètes, au-delà des mots et de construire des réponses aux problèmes rompant des « cercles vicieux ».

Ainsi, Christine Panchaud (chef de projet) et Ana Benavente (consultante) ont participé aux activités de dialogue politique de l'INDE et ont assuré une formation qui a repris les thèmes du séminaire de Ouagadougou de façon à ce qu'il n'y ait pas de discontinuités dans la participation des neuf pays engagés dans le projet.

Des textes de référence, le rapport de Ouagadougou, une synthèse des résultats et une présentation résumée du projet ont été traduits en portugais de façon à toucher un

beaucoup plus grand nombre de personnes, ce qui a été le cas (voir la présentation résumée en portugais, **annexe 1**).

L'INDE est un organe de conception du curriculum et des réformes que le gouvernement veut introduire dans le système éducatif du Mozambique. Actuellement, ses deux priorités sont les suivantes :

- (1) accompagner la concrétisation du curriculum de l'enseignement de base et trouver des réponses aux problèmes qui apparaissent en cours de route ;
- (2) diversifier l'offre de l'enseignement secondaire de façon à répondre aux besoins de ceux qui terminent l'enseignement de base.

Le jour de notre arrivée, nous avons réuni avec l'équipe de direction de l'INDE qui préparait le Forum sur l'enseignement secondaire général (sous le mot d'ordre, « un enseignement secondaire général relevant »). On nous a alors demandé une intervention autour des changements en éducation, du curriculum et du dialogue politique.

2. Le Forum sur l'Enseignement Secondaire Général (ESG)

L'équipe responsable par la réalisation du Forum de deux jours (voir le programme, **annexe 2**) nous a demandé une participation dans la séance plénière d'ouverture. Il y avait, dans ce Forum, préparé par des forums provinciaux, des représentants de toutes les provinces du pays : autorités locales, leaders religieux, associations de parents, enseignants et cadres de l'administration de divers ministères.

Parmi les invités il y avait des députés du Parlement, des responsables d'universités (notamment de celles liées à la formation des enseignants) et le Ministre de l'éducation qui a participé à l'ensemble des travaux.

Le Forum était très bien organisé et les documents étaient de qualité et bien conçus.

S'agissant d'un grand moment de concrétisation de dialogue politique, on nous demandait une intervention de référence sur « Changements, Curriculum et Dialogue Politique ».

Nous avons par ailleurs distribué à tous les participants un résumé, en portugais, sur le projet « L'école dans la lutte contre la pauvreté ».

Notre intervention en plénière, en portugais, s'est centrée sur présentation annexée (**annexe 3**) avec des points additionnels d'introduction, en fonction du contexte et une partie conclusive suggérant des questions pour les groupes de travail autour de **cinq grands défis** :

1. **les priorités au niveau politique** : articuler l'administration et la pédagogie ;
2. **les priorités au niveau de l'administration centrale, régionale et locale** : des curricula flexibles ;
3. **les priorités au niveau des écoles** : articuler la formation continue à l'action professionnelle ;

4. **les priorités dans la formation des enseignants et des gestionnaires** : travailler la transposition entre ce que l'on apprend et les compétences acquises dans des situations réelles ;
5. **les priorités au niveau des enseignants dans leurs pratiques professionnelles et de citoyenneté** : assumer son pouvoir et le fait que leur façon de travailler fait une grande différence pour l'apprentissage des élèves, travailler en équipe et ne pas s'isoler dans les multiples impuissances du métier.

L'équipe du BIE a participé à l'ensemble des travaux et des débats en plénière et a été contactée par de nombreux participants.

La contribution du BIE a été un moment fort du Forum et les groupes de travail en ont tenu compte. Nos interventions ont permis mettre en perspective et de souligner l'importance du dialogue politique dans une réforme du curriculum : quels sont les acteurs impliqués dans ce changement et comment ouvrir le dialogue avec eux ?

Elles ont aussi permis de rappeler l'importance des différents aspects d'une telle révision au-delà du texte du curriculum lui-même :

- Formation des enseignants
- Formation des directeurs d'établissement
- Rôle de l'évaluation, y compris des examens,
- Rôle des inspecteurs
- Formation des techniciens et du personnel politique
- Implication des communautés et de la société civile
- Importance des écoles
- Importance de la communication, (aussi les medias).

La participation et les travaux de groupe ont montré une maturité politique tout a fait positive: il n'y pas eu de remise en cause fondamentale du projet, mais des discussions franches et ouvertes sur les enjeux et difficultés qui ont pu être clairement soulignés et les points à éclaircir et à retravailler bien identifiés.

Les conclusions du forum ont été très riches et porteuses de « messages » pour le processus de changement de l'enseignement secondaire (voir en **annexe 4** le document de synthèse préparé par l'INDE et présenté à l'issue du forum). Le Forum, **très bien organisé**, a été « un succès » tant par le nombre et l'intensité des participations que par la richesse des interventions.

Les groupes de travail ont mené des débats animés. La présentation de leurs conclusions nous a permis d'identifier beaucoup de questions critiques (voir le dernier point de ce rapport – notas e observações).

Les techniciens de l'INDE ont identifié des questions par rapport auxquelles ils n'étaient pas au clair (comment travailler concrètement avec les communautés, par exemple). Ils ont insisté sur le besoin de formation. Au cours de la journée s'est affirmé la nécessité de travailler « vers l'extérieur – les écoles » et non vers l'intérieur « L'INDE et ses documents ».

En effet, le forum avait été conçu comme un moment en soi (très réussi) sans que l'on prévoie quelque suite. La question que nous avons posée : « et maintenant » est devenue le centre des préoccupations.

L'INDE n'articule pas son travail avec d'autres organes du pouvoir central ni avec les institutions de formation des enseignants.

Il n'y a pas de dispositifs d'accompagnement du processus. Le travail avec les communautés est un grand point d'interrogation sans réponses. Il y a des questions de conception (autour des contenus transversaux, des curricula flexibles, des matériaux pédagogiques, etc., etc.) qui ne sont pas claires pour les membres de l'INDE. On est devant un grand projet bien conçu mais qui ne s'est pas donné les conditions pour une poursuite réussie.

Ceci a été clair dans la réunion de bilan entre le BIE et la direction de l'INDE.

3. La journée de formation avec l'INDE

Le Forum ayant eu lieu les jeudi et vendredi, la journée de travail avec l'INDE a eu lieu le lundi suivant (voir l'agenda, **annexe 5**). Une cinquantaine d'éléments a participé à la formation. Après un premier moment de bilan du Forum (très positif), nous avons repris 4 thèmes qui nous ont permis de soulever des questions pour la suite du processus :

1. les difficultés des processus de changement : le rôle des acteurs des décisions politique aux pratiques réelles : quel accompagnement après le Forum ?
2. la nécessaire articulation entre les objectifs, les diagnostics et les stratégies d'action
3. la création de dispositifs d'accompagnement des processus : et après le forum ?
4. les outils du dialogue politique : comment continuer ?

Après la formulation de questions pour les groupes de travail, nous avons encore présenté une réflexion et analyse sur les scénarios pour l'avenir de l'école, soulignant l'importance de clarifier une vision et de l'anticiper dans les actions menées (**annexe 6**).

Une discussion sur le modèle d'école (la vision) que la révision du curriculum souhaite promouvoir (continuer sur la voie de l'école traditionnelle ou tenter d'innover et sortir de ce modèle ?), a pu être articulée par rapport aux enjeux mentionnés par les participants au Forum et en relation avec les scénarios de l'OCDE.

La participation a été active et enrichissante. Les prochaines étapes (que faire après le Forum ?), ont peu être abordées.

a) Sur le plan technique, les questions suivantes se posent encore :

- Insertion des thèmes transversaux dans le curriculum (qui pose aussi la question de l'organisation du temps scolaire (périodes de 45 minutes ? de 90 minutes ?) et du curriculum en disciplines)
- Ampleur du contenu par rapport au temps d'enseignement disponible (500-700 heures / an)
- Pédagogie des grands groupes et réponses innovantes possibles. La demande par rapport au secondaire est très forte et en forte augmentation et la capacité de réponse limitée, en tout cas dans un proche avenir : les effectifs par classe

ne vont pas diminuer et il faudra apprendre à gérer cette situation pédagogiquement

- Mise en place de contenus professionnalisants et adaptés au contexte local
- Adaptation de l'évaluation des apprentissages et révision du règlement des examens

b) Au niveau du processus de transformation du curriculum, la nécessité d'articulations, à différents niveaux, entre les acteurs impliqués dans la révision du curriculum, puis dans son application et de l'instauration d'un dialogue politique, aussi à différents niveaux, a été soulignée.

Pour l'instant, de telles articulations sont inexistantes. Le curriculum a été transformé dans le cadre d'un processus purement technique, en vase clos au sein de l'INDE, avec des consultations quant à son contenu et ses objectifs, mais pas quant à sa mise en oeuvre.

Si les articulations nécessaires ne sont pas réalisées très vite, nous craignons que cette transformation ne rencontre de très grande difficultés dans son application : incompréhension et résistance au sein du MINEC (direction de l'enseignement secondaire) ; résistance et manque de soutien au niveau de la formation des enseignants (Universidade Pedagogica) et de la part des PTF, des écoles et des communautés.

Sur le plan des articulations nécessaires, l'INDE a identifié les articulations auxquelles elle doit maintenant absolument travailler. Tant pour leur création que pour la mise en place des mécanismes concrets de ces articulations, en particulier pour les aspects suivants :

- Formation des enseignants et importance de travailler avec l'UP (Université Pédagogique) qui devrait soutenir le processus de transformation du curriculum du secondaire. Les liens entre l'INDE et l'UP sont pour l'instant inexistantes.
- Meilleur soutien aux enseignants (rôle des inspecteurs à revoir, soutien entre enseignants, etc.) et amélioration de leurs conditions de vie
- Meilleurs soutien aux écoles (formation des directeurs, etc.)
- Innovation nécessaire de la formation initiale (resserre le lien avec la pratique) et continue des enseignants (favoriser les inter-apprentissages)
- Création de mécanisme et stimulation des échanges de bonnes pratiques (gestion d'école, formation continue des enseignants, relations avec la communauté, création et gestion du matériel scolaire, y compris le matériel didactique)
- Révision du règlement des examens
- Ouverture de l'école sur la communauté (à la fois pour la communauté profite plus de l'école et pour qu'elle puisse plus y contribuer)
- Approche multisectorielle (contribution d'autres ministères, en particulier pour les activités professionnalisantes). L'articulation avec les autres instances de formation technique et professionnelle et totalement absente pour l'instant

4. Réunion de bilan INDE/BIE

Cette réunion a eu lieu dans la matinée du 14.6. (mercredi), après la réalisation d'un bilan interne par l'INDE..

Deux points ont été abordés : 1. le bilan des activités avec le BIE et 2. la suite de la collaboration. Regarder vers l'avenir.

1. Un des membres de l'équipe de l'INDE qui travaille avec le BIE depuis le début du projet a fait un bref historique du travail réalisé et a souligné les acquis de l'équipe du Mozambique en termes concrets dans le curriculum de l'enseignement de base en disant que « tout ce qui a été fait dans le projet a été intégré dans le curriculum et l'a amélioré », tout en identifiant des points critiques de leur travail et de la situation éducative du pays (rigidité, difficulté d'articulation entre services, manque de clarté dans les textes, etc.).

Le projet du BIE a permis « d'aller à la rencontre des professionnels et pas seulement des spécialistes », « les fiches d'analyse du curriculum ont été précieuses pour améliorer notre travail ». L'INDE considère que l'enseignement secondaire peut aussi profiter de ce processus et s'engage à continuer dans le projet, qu'ils considèrent fondamental pour leur travail.

2. En ce qui concerne la suite de la collaboration, les demandes ont été claires et multiples :

Le Ministère de l'Education veut poursuivre ce projet ; la question posée par le BIE « et maintenant, après le Forum », les a laissés très soucieux ;

- Comment répondre aux problèmes qui surgissent dans la concrétisation du curriculum de l'enseignement de base (promotion semi-automatique – c'est-à-dire, redoublement prévu à chaque deux ans et non chaque année) à partir de bonnes pratiques construites ailleurs ?
 - Comment s'y prendre pour la formation des enseignants, tant pour l'enseignement de base que pour l'enseignement secondaire (formation initiale et continue) ? Comment articuler avec les institutions de formation initiale ? Comment assurer la formation continue tant pour les enseignants que pour les techniciens ? (workshops, seminários, etc.). Quelles autres modalités pourrait-on mobiliser pour assurer cette formation en service ?
 - Quelles possibilités de consultants pour appuyer notre travail ? Comment pourrait-on l'assurer ? Après le Forum, on doit revoir nos documents de référence, ensuite, il faut passer aux programmes ? Comment assurer les voies de professionnalisation ? Comment concrétiser les « savoirs transversaux », si soulignés par des participants au Forum ?
 - Il y aurait besoin d'assistance pour la production de matériaux dont le Mozambique a besoin pour poursuivre le travail.
 - Il y a besoin de visites d'étude et d'échange d'expériences (avec l'école bilingue du Burkina Faso, par exemple). Comment reprendre la production de matériel extracurriculaire pour renforcer la lecture ?
3. M. Le Ministre de l'Education et l'INDE sont ouverts à la réalisation du prochain séminaire du projet « Innovations curriculaires et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne » à Maputo.

La semaine qui offre de meilleures conditions est celle du 2 au 8 octobre. L'équipe de l'INDE sera élargie et consolidée à cet effet.

Christine Panchaud, au nom du BIE, a reconnu que ces besoins ont tout leur sens et qu'il faut analyser leur concrétisation.

Elle a demandé la formulation de demandes plus spécifiques par rapport à l'enseignement secondaire professionnalisant de façon à adresser la demande aux services compétents de l'UNESCO. De même pour ce qui est des difficultés dans la concrétisation du curriculum de l'enseignement de base. Elle a encore insisté sur l'inter-formation entre les techniciens de l'INDE et a pris l'engagement d'une visite de plusieurs pays au Burkina Faso.

Lors du séminaire d'octobre, il sera aussi question de comment constituer un réseau de spécialistes de curriculum en Afrique, y compris avec ceux de langue portugaise.

Elle a encore fait part aux membres de l'IINDE de réactions de plusieurs partenaires qui ressentent l'INDE comme un service très fermé et même isolé et a suggéré à l'INDE l'élaboration de courtes informations à l'intention des bailleurs de fonds pour éviter les « bruits » dans la communication. Elle a encore transmis des doutes des partenaires quant à la capacité de l'INDE à mener à bien de tels projets, notamment dans une situation d'un certain isolement institutionnel.

En résumé, le suivi à donner doit être le suivant :

Pour l'INDE :

1. préparer un plan de travail pour les prochains mois
2. faire un plan des articulations nécessaires et des processus et mécanismes à mettre en place pour les créer et les faire fonctionner de façon durable... avec qui ? et comment ?

Pour le BIE :

1. Proposer un cadre de référence pour travailler aux articulations (identifier les besoins et travailler aux mécanismes de mise en œuvre) et proposer ce cadre à toutes les équipes du projet pour se préparer au 4ème séminaire international d'octobre.
2. Penser en particulier à la question de la formation des enseignants pour que le curriculum se reflète dans leur pratique de classe. → recenser les expériences faites ailleurs
3. Ecrire une lettre au ministre qui souligne l'importance de soutenir l'INDE au niveau du cycle de planification (2007)
4. Evaluer la contribution concrète de Ana qui soit la plus pertinente et utile dans ce cadre (processus de planification du curriculum avec le MINESC et les PTF ou travail avec l'INDE, ou les 2 ?) et faire une proposition concrète rapidement.
5. Faire le suivi avec l'UNESCO Maputo (demander les documents relatifs au curriculum local de l'EB, formation des communauté et formation des enseignants pour le VIH et sida.)
6. Faire le suivi en ce qui concerne leur travail dans le domaine des contenus professionnalisants.

En conclusion, la direction de l'INDE a remercié l'ouverture et la franchise critique du BIE puisque l'on a touché des « questions de fond » qui nous aident à clarifier nos difficultés et à ouvrir des portes ». L'INDE a conscience d'avoir un travail très complexe à mener et considère que l'aide du BIE a été précieuse

5. Autres contacts

Ce séjour a été riche d'autres contacts.

1) La réunion avec l'UNESCO (Noel Chicuecue, spécialiste de programme en éducation), **et les PTF membres du groupe de coordination pour le secondaire** (coopération néerlandaise - Jeannette Vogelaar qui préside le groupe de coordination des PTF et DFID - Paul Wafer) a surtout traité de la façon de travailler avec le ministère en ce qui concerne la révision du plan stratégique de l'éducation.

DANIDA et la coopération japonaise, aussi membre du groupe de coordination pour le secondaire, n'étaient pas présents.

La vision des PTF est assez « macro » et selon eux la priorité devrait être la révision du plan stratégique. Il leur semble aussi que le gouvernement doit encore travailler à éclaircir sa vision de l'ESG, en particulier en ce qui concerne les contenus professionnalisants et leurs articulations avec les autres formes de formation professionnelles existant au Mozambique. Ils ont aussi le souci que le gouvernement n'est pas prêt à accueillir les nombreux jeunes qui frappent à la porte du secondaire. Ils ont aussi relevé que l'INDE travaillait trop en vase clos et devrait travailler avec d'autres partenaires et acteurs du système pour la mise en oeuvre de ce curriculum (de planification surtout), ce que le BIE a aussi relevé et ce sur quoi nous avons principalement travaillé avec l'INDE le 12 juin

Le BIE a défendu l'idée que la révision du curriculum pouvait aller de l'avant sans attendre la révision du plan stratégique, que l'INDE était un partenaire de valeur sur le plan technique, mais qu'il devait en effet s'ouvrir et travailler en partenariat avec les acteurs-clé de la mise en oeuvre du curriculum (et considérer plus le curriculum comme un processus politique). Le BIE a relevé qu'il travaillait justement avec l'INDE sur les articulations à créer entre l'INDE et les autres acteurs du système éducation, en particulier l'UP.

Le BIE s'est mis à disposition du groupe de coordination des PTF pour lui donner des noms de consultants (en particulier Ana Benavente) sur qui s'appuyer pour intégrer la question des curricula dans la révision du plan stratégique et pour travailler au sein de ce processus de révision du plan stratégique.

La vision des PTF démontre selon nous (BIE et UNESCO Maputo) une approche trop peu créative et très attachée aux vieux modèles de l'éducation). DFID défend pour le Mozambique la nécessité de s'aligner sur les bonnes pratiques (de gestion du secteur de l'éducation) d'autres pays africains (DFID a cité la Tanzanie, le Rwanda et le Zimbabwe). La pertinence de ces bonnes pratiques pour le Mozambique et leur transférabilité devrait être examinée de plus près par le gouvernement.

De son côté, l'UNESCO a travaillé dans le cadre de la réforme de l'éducation de base:

1. à la création d'un manuel pour la réalisation du curriculum local (20%)
2. à la mise sur pied d'une formation pour les ONG et les communautés

2) Ecole Portugaise de Maputo : Par ailleurs, nous avons eu plusieurs contacts avec l'Ecole Portugaise de Maputo, qui assure aussi la formation continue d'enseignants au Mozambique. Le BIE a été présent, avec le Ministre de l'Education, à la clôture d'une semaine de formation d'enseignants des anciennes écoles des arts et métiers (aujourd'hui écoles professionnelles) provenant de tout le pays. L'école nous a aussi assuré des appuis logistiques pour la préparation de notre travail. Sur invitation de l'école, nous avons participé, un soir, à un hommage au peintre Malangatana qui fêtait ses 70 ans.

Ana Benavente a eu une séance, post-travail, avec des enseignants de l'école portugaise qui poursuivent des « mestrados » et des doctorats, l'école cherchant à profiter de toute occasion de formation.

3) Réunion avec la coopération française : José Da Costa (attaché de coopération) et Pierre Homerin (Chef du projet de Français au MINEC).

Tous deux concordent avec l'idée que l'INDE travaille en effet trop en vase clos. La réforme du secondaire a visiblement été élaborée dans une approche très technique (curriculum comme document) et n'a pas expliquée aux partenaires de coopération

Ils s'attendent à de fortes résistances à l'intérieur du MINEC (manque de coordination entre INDE et directions du MINEC), de la part des enseignants (remise en cause de l'approche par disciplines, curriculum flexible, etc.) et manque de coordination avec l'UP), des parents (promotion semi-automatique). La France craint pour l'enseignement du français, si celui-ci devient une discipline à option dans le nouveau curriculum.

La question de la contribution grandissante des écoles secondaires privées n'est pas abordée par le ministère. Elle leur semble pourtant centrale.

La France pourrait soutenir ce projet au niveau de la gestion des écoles (formation des directeurs), en particulier pour le financement d'experts français. L'attaché de coopération semble assez ouvert et intéressé.

Liste des annexes :

Annexe 1 – Présentation résumée du projet « « Innovations curriculaires et de lutte contre la pauvreté en Afrique subsaharienne », distribué pendant le Forum de l'ESG (portugais)

Annexe 2 – agenda du Forum sur l'Enseignement Secondaire Général (ESG)

Annexe 3 – Présentation du BIE « Changement, curriculum et dialogue politique » (portugais)

Annexe 4 – document de synthèse préparé par l'INDE et présenté à l'issue du forum

Annexe 5 – agenda de la journée de formation avec l'INDE

Annexe 6 – présentation sur les scénarios de l'OCDE pour l'Ecole de demain (portugais)

6. NOTAS E OBSERVAÇÕES

O trabalho directamente realizado com o INDE e os diversos contactos que desenvolvemos permitem-nos identificar os pontos fortes e os pontos críticos do processo actualmente em curso, no sentido de orientar de modo adequado a intervenção do BIE e do INDE, bem como de outros responsáveis de Moçambique.

Pontos fortes

1. O INDE dispõe de técnicos de muito bom nível intelectual e profissional, empenhados nos processos de mudança curriculares. Os documentos produzidos são bem informados e elaborados, integrando os contributos exteriores.
2. Há elementos de uma visão para o futuro da escola, inspirada na educação para todos, na flexibilidade e na diversidade de respostas e na ligação das escolas às comunidades. O conceito de diálogo político está presente como um instrumento indispensável para o sucesso dos processos de mudança.
3. O Fórum sobre o ESG revelou ser o resultado de um trabalho bem conduzido, muito bem organizado e constitui um capital de confiança e de colaboração dos parceiros educativos absolutamente precioso.
4. A vontade política de resolver de modo inteligente os problemas educativos está patente, tanto da parte dos responsáveis políticos e técnicos como dos próprios parceiros: há uma efectiva mobilização em torno da melhoria da escola e da construção de respostas adequadas à situação do país.
5. Os problemas não resolvidos estão identificados e as prioridades estão bastante claras. Resta a questão do “COMO”? e do “COM QUEM”? As estratégias de mudança são, neste momento, a grande interrogação.

Pontos críticos

1. O INDE é um órgão de concepção e não estabeleceu nem cultiva relações de trabalho regulares com: a Direcção Geral do Ensino Secundário que acompanha a gestão e a vida das Escolas; com as Universidades e outras instituições de formação de professores; com a Inspecção; com a formação profissional fora das escolas (que dispõe actualmente de fortes financiamentos). Corre o sério risco de não conseguir passar da concepção às práticas.
2. O INDE aparece, face à opinião pública exterior, como um órgão que trabalha de modo demasiado fechado, o que retira alguma legitimidade e força às suas propostas.
3. O trabalho de diálogo político que conheceu um ponto alto no Fórum, ainda não está concebido com continuidade (embora haja consciência dessa necessidade), não existindo, neste momento quaisquer dispositivos efectivos de acompanhamento, de apoio e de avaliação do processo.

4. O trabalho a realizar com as comunidades necessita de suportes e de estratégias claras e deliberadas, o que ainda não existe, de modo sistemático, a nenhum dos níveis de realidade (central, provincial, distrital e local).

5. Várias perspectivas presentes nos documentos de referência curriculares (saberes transversais, dimensão profissionalizante do ensino secundário, etc.), que recolhem o acordo dos parceiros, devem obter respostas através de propostas concretas e exequíveis.

Comentário final

Tendo em conta os pontos fortes acima referidos e a situação do país que faz da educação uma das alavancas para o seu desenvolvimento, é urgente analisar modos de colaboração entre o BIE e os responsáveis pela educação em Moçambique, que contribuam:

- para o estabelecimento de ligações internas aos próprios serviços oficiais,
- para o estabelecimentos de parcerias com as instituições de formação de professores e com a formação profissional,
- para o desenvolvimento de parcerias com todas as forças estruturadas que possam ter um papel activo na melhoria da qualidade educativa,
- para o desenvolvimento de mecanismos e de dispositivos em que assentem estratégias sustentadas de concretização dos curricula e do trabalho com as comunidades.

Aliás, o BIE fez várias propostas neste sentido, debatidas com interesse, mostrando que há caminhos possíveis e que é preciso construí-los com flexibilidade e com rigor, questão cuja importância é partilhada pelos responsáveis do INDE.

A um processo que vai na direcção certa mas que encontra, naturalmente, problemas vários na sua concretização no terreno, pode o BIE corresponder com os seus saberes e as suas experiências, apoiando um trabalho que é a todos os títulos positivo, no caminho da EPT e de um ensino secundário relevante para a sociedade moçambicana.

Lisboa – Genève. Julio 2006